



INITIATIVE POUR UNE ALIMENTATION SÛRE

Arguments contre

Dans le bulletin précédent, No 65, nous vous avons présenté la position du comité en faveur de cette initiative fédérale. Vous trouvez [ici](#) le texte de l'initiative, sa présentation et son argumentaire.

Les buts visés sont de manière très résumée :

- 1) Une autosuffisance alimentaire de la Suisse passant de 50 % à 70 % ;
- 2) Favoriser une agriculture moins carnée et plus végétale ;
- 3) Assurer une eau consommable sans risques et un environnement sain.

Il est évident que notre association approuve de tels buts. En revanche, les moyens pour y parvenir ont été fortement critiqués par quelques-uns des membres du Groupe de travail politique des GPclimat dont les thèses en ont convaincus plus d'un·e. Nous vous livrons ci-dessous deux de leurs argumentaires les plus étayés.

Marc Treboux, ancien chimiste cantonal neuchâtelois, ancien président de la commission "Agriculture - Alimentation" de la FRC :

(...) Pour atteindre ses objectifs l'initiative propose d'augmenter le taux d'auto-provisionnement à 70%, en réduisant les surfaces agricoles utilisées pour la production animale au profit de la production de végétaux pour l'alimentation humaine. Elle propose aussi que les subventions à l'agriculture soient réorientées et deviennent l'élément principal utilisé pour atteindre ces objectifs.

Ces objectifs sont louables. L'initiative veut que la population diminue très fortement sa consommation de protéines animales (viande, poissons et produits laitiers) mais évite de fixer dans le texte un objectif dans ce sens. Cette diminution de la consommation devrait naturellement se réaliser en diminuant la production indigène de ces protéines animales. Selon les initiants, il suffirait que la Confédération promeuve une alimentation basée davantage sur les denrées végétales pour que la population change de comportement.

Cette vision est erronée. Dans une société où la liberté de commerce et la libre concurrence sont la règle, une diminution de la production animale indigène sera immédiatement compensée par une augmentation des importations. Au lieu d'importer des aliments pour engraisser nos poulets et nos porcs, on importera de la viande de poulets et de porcs élevés à l'étranger dans des conditions de bien-être animal bien pires.

Actuellement si nous importons des fruits et légumes ce n'est pas parce que les surfaces pour ces cultures font défaut dans notre pays, mais parce que les coûts de production bien plus bas à l'étranger permettent aux transformateurs et aux distributeurs d'offrir ces marchandises à un prix sensiblement plus bas que celui des produits indigènes. Les mêmes différences de prix se constatent pour les céréales. Le pain fabriqué en Suisse est souvent à

base de farines étrangères alors qu'une partie du blé panifiable indigène finit dans l'alimentation animale.

En visant uniquement le levier des subventions agricoles, les initiants oublient complètement d'introduire des moyens d'actions visant la responsabilité des transformateurs et de la grande distribution dans les changements de comportement alimentaire des consommateurs.

Enfin, on peut se poser la question de savoir si une vision purement nationale des modifications à apporter à notre comportement alimentaire et à notre production agricole est bien raisonnable. Un consommateur genevois n'a-t-il pas un comportement plus favorable pour le climat en consommant des légumes cultivés en France voisine plutôt que dans la campagne thurgovienne ? La mise en œuvre d'une politique européenne de réduction de la consommation de protéines animales serait bienvenue pour le climat, une politique européenne d'interdiction des pesticides de synthèse serait bénéfique pour le maintien de la biodiversité, une politique européenne de réduction de la consommation de sucres et de sel serait bénéfique pour la santé humaine et une consommation durable.

Marc Tréboux

Laurent Thévoz, ancien député Les Verts au Grand conseil fribourgeois :

Je voudrais reprendre un élément de l'argument de Marc Treboux pour le développer : « les initiants oublient complètement d'introduire des moyens d'actions visant la responsabilité des transformateurs et de la grande distribution dans les changements de comportement alimentaire des consommateurs. »

Notre travail d'analyse du plan climat fribourgeois, ainsi que tous nos contacts avec les acteurs impliqués, ont mis en évidence que nous devons parler d'alimentation et pas d'agriculture. Et avoir comme objectif une Alimentation Bas Carbone – ABC et pas seulement une agriculture (sous-entendu, une production) plus respectueuse de l'environnement et du climat.

Cette alimentation bas carbone est la combinaison d'une Production BC et d'une Consommation BC. Ces deux dimensions sont interdépendantes, quand on prend en compte la dimension territoriale et cet ensemble qu'est la Suisse.

En effet, la transformation du système de production agricole suisse doit trouver des débouchés pour ses nouveaux produits (de substitution à la viande et aux autres produits laitiers) auprès des consommateurs suisses. Et inversement, cette nouvelle consommation de protéines végétales et d'autres substituts végétaux doit être approvisionnée en priorité par des produits agricoles suisses.

C'est un défi énorme, c'est vrai, de faire correspondre ces deux transitions pour qu'elles se renforcent l'une l'autre. Mais c'est la dynamique qui nous est imposée d'une part par la liberté des entreprises agricoles de choisir leurs productions et d'autre part par les consommateurs/trices avec leurs préférences alimentaires.

(...)

Cette situation implique qu'une initiative en matière alimentaire pour être cohérente, fonctionnellement, et acceptable politiquement doit :

1. *Inclure un volet « promotion d'une consommation alimentaire bas carbone » pour la cohérence. A « égalité » avec le volet de la promotion de la transition vers une production bas carbone des exploitations agricoles.*

Et là bien sûr que la grande distribution soit un acteur majeur du changement de comportement alimentaire de la population suisse.

2. *Pouvoir compter, dès le début, avec l'implication des associations de producteurs / trices pour l'acceptabilité politique de l'initiative. Ce qui est un défi au vu de la récente prise de position de l'Union Suisse des Paysans – USP- en réponse aux propositions du CF.*

En résumé, ce sont les deux raisons pour lesquelles je propose de ne pas soutenir cette initiative.

L. Thévoz

Enfin, il est ressorti des échanges au sein du GT politique du 28 août que le comité d'initiative est pour l'instant assez restreint, sans antenne romande et sans soutien des grandes organisations environnementales. Est très craint aussi le fait que l'initiative s'aliène l'ensemble du monde paysan, et non pas seulement les milieux agricoles les plus productivistes.

Chères et chers membres GPclimat, armé-e-s des argumentaires favorables et défavorables à cette initiative, vous pouvez décider ou non de votre soutien (promouvoir, signer et/ou faire signer) ; tout en vous rappelant que le comité recommande ce soutien.

Pour le comité, Alain Frei, coordinateur du GT politique